

l'étranger est presque aussi élevé que l'investissement étranger sur son territoire, et il croît plus rapidement.

- Il n'existe pas de règles générales d'investissement semblables aux règles commerciales, mais un certain nombre d'accords régionaux et bilatéraux relatifs à l'investissement. Le Canada, les États-Unis et d'importants pays européens, ainsi que des groupements d'affaires, préconisent la conclusion d'un accord multilatéral relatif à l'investissement.
- Sur les marchés étrangers, l'absence d'une série de règlements communs ayant un vaste champ d'application nuit aux petites et moyennes entreprises, dont les ressources sont limitées. Un environnement d'investissement international prévisible les aiderait à croître et à affronter la concurrence.

L'OCDE DE DEMAIN

- Les 25 pays membres de l'OCDE sont l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, les Pays-Bas, l'Irlande, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie. Ces pays comptent 16 p. 100 de la population mondiale et assurent plus des deux-tiers de la production à l'échelle de la planète.
- Le Canada considère l'OCDE comme un des piliers du système économique multilatéral et comme un outil inestimable pour l'élaboration des politiques nationales. Dans le secteur du commerce, par exemple, les ministres canadiens ont eu recours à l'OCDE pour raffermir les engagements politiques à combattre le protectionnisme.
- Pour la première fois depuis la création de l'OCDE, un Canadien, M. Donald Johnston, a été élu au poste de Secrétaire général. M. Johnston assumera ces fonctions à compter de juin 1996. Il remplacera M. Jean-Claude Paye, de France.
- Du point de vue du Canada, l'OCDE devrait améliorer sa capacité d'aider les États membres à mettre au point des politiques adaptées aux enjeux d'une économie planétaire.
- Le Canada est également convaincu que l'OCDE devrait s'engager à s'ouvrir sur le monde grâce à un dialogue accru avec les pays non membres. L'Organisation pourrait, en particulier, contribuer à faciliter l'intégration d'économies naissantes à l'économie de marché mondiale.